



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# Scandale Volkswagen : LA TRICHE AU CŒUR DU CAPITALISME !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2015

Volkswagen a donc reconnu avoir équipé ses modèles diesels des années 2009 à 2015 d'un logiciel permettant de contourner les tests anti-pollution. Une triche sur 11 millions de véhicules dans le monde lui a permis de cacher des émissions polluantes jusqu'à 40 fois supérieures aux normes autorisées, lors de tests d'homologation. Une triche qui prouve qu'il n'y a pas un « bon » capitalisme industriel face à la « méchante » spéculation financière.

## Ils exploitent, ils empoisonnent, ils trichent... mais ils profitent

Devant le scandale, le PDG de Volkswagen a dû démissionner. Mais à la différence des travailleurs licenciés pour « faute », il ne va pas se retrouver sur la paille. Après avoir touché pendant des années un salaire annuel de 15 millions d'euros, il obtiendrait plus de 28 millions d'euros de pension. Avec les indemnités de départ, le montant de son pactole pourrait s'élever à près de 60 millions d'euros... ce qui équivaut à 8 000 fois le salaire annuel d'un ouvrier du secteur.

Tricher peut rapporter gros... à condition d'être le patron d'une des plus grandes multinationales d'Europe, lesquelles se moquent autant de l'environnement et de la santé publique que de leurs salariés.

Le comble serait que ce soit les salariés de l'automobile qui paient la note des 16 milliards d'euros d'amende que les Etats-Unis vont réclamer au groupe ! Aucun travailleur de l'automobile ne doit être licencié, ni en Allemagne, ni ailleurs !

## Et ce n'est pas seulement Volkswagen !

Mais le scandale Volkswagen n'est que la partie émergée de l'iceberg. On vient d'apprendre que seul un véhicule sur dix respecte les normes anti-pollution.

Et un responsable de Transport et Environnement, à l'origine de la révélation de la triche, a déclaré : « Il est fort probable que d'autres

constructeurs aient recours à des logiciels destinés à optimiser les tests en laboratoire, en particulier ceux qui utilisent des moteurs diesel ».

Depuis, les patrons de l'automobile français comme les investisseurs redoutent l'extension de l'affaire à l'ensemble des constructeurs européens.

La ministre de l'environnement, Ségolène Royal, a annoncé qu'une batterie de tests aléatoires et indépendants allait être mise en place en France avec la bénédiction du Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA). Mais on peut largement douter de « l'indépendance » de ces tests, quand on voit le zèle avec lequel le gouvernement français a immédiatement défendu Peugeot et Renault !

## C'est tout leur système qui est pourri

Mais pour un scandale qui révèle la corruption d'un grand groupe capitaliste, combien d'autres nous restent inconnus ? Aujourd'hui, c'est le premier constructeur automobile mondial qui est pointé du doigt, comme hier un grand groupe du médicament avec le scandale du Mediator, ou encore avant-hier les groupes de l'agro-alimentaire, avec le scandale des farines animales et de la « vache folle ».

Une fois de plus, le scandale d'aujourd'hui met en lumière où mène un système fondé sur la concurrence féroce, la propriété privée et la course au profit à tout prix pour quelques uns. Les fraudes se sont développées à cette échelle parce que les « puissants » croyaient que le secret leur garantirait l'impunité. La levée du secret qui préside à toutes les opérations industrielles et financières dans tous les domaines de la production capitaliste devient une exigence élémentaire à conquérir.

Ces grands groupes sont prêts à tout pour faire du profit, quitte à empoisonner l'air, nos assiettes et à détruire notre santé, avec la complicité des gouvernements et des institutions. Pour en finir avec ces scandales à répétition, il faudra s'en prendre à leurs profits et à la propriété capitaliste des moyens de production !



## **JEUDI 8 OCTOBRE: EN GRÈVE ET DANS LA RUE POUR DÉFENDRE NOS DROITS !**

Presque chaque jour, un représentant des patrons, un homme politique de droite ou de «gauche», mais le plus souvent, un ministre et surtout, le plus nuisible d'entre eux, l'ex-banquier Macron, promettent de s'attaquer toujours plus au monde du travail.

Ils veulent nous faire travailler plus longtemps en cassant les 35 heures et en repoussant encore l'âge de la retraite. Ils veulent casser le statut de la fonction publique, jugé trop protecteur à l'égard des fonctionnaires et ralentissant la privatisation des services publics. Contre le Code du travail, ils proposent de soumettre les droits des salariés au chantage à l'emploi, à la fermeture de sites, au rapport de force entreprise par entreprise.

Mais pour combattre efficacement cette politique, il faut en finir avec les journées d'action séparées par profession, par syndicat. Il faut en finir avec l'escroquerie du « dialogue social » qui ne donne la parole qu'au patronat. Pour cela, il faut tout faire pour que la journée du 8 octobre, à l'initiative de la CGT, de Solidaires et de la FSU permette aux luttes de franchir un pas. Faire en sorte qu'elle donne envie de continuer.

## **RÉFUGIÉS : LE BAL DES HYPOCRITES**

Pris d'une soudaine compassion pour les millions de chômeurs et de pauvres d'ici, politiciens et medias nous rabâchent en boucle, à propos des réfugiés, qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Pauvres et chômeurs habituellement traités de « fraudeurs » ou d'« assistés » seraient aujourd'hui dignes d'intérêt !

Toujours la même méthode, monter les uns contre les autres : salariés contre chômeurs, pauvres d'ici contre déshérités d'ailleurs. Tant que les exploités se déchirent entre eux, tout baigne pour les profits des actionnaires.

Pauvres d'ici ou d'ailleurs, ne nous laissons pas diviser par notre ennemi commun ! C'est seulement ensemble que nous pouvons envisager d'attaquer le mal à la racine : ce capitalisme qui produit, par delà les frontières, exploitation, chômage, misère et guerres.

## **SANS-LOGIS, MAL LOGÉS, RÉFUGIÉS... IL Y A DE LA PLACE POUR TOUT LE MONDE ... À CONDITION D'EN PRENDRE LES MOYENS**

Pour l'Insee et la Fondation de l'Abbé Pierre, il y a en France 2.600.000 logements vacants. Et pourtant, 1.800.000 ménages sont en attente d'un logement social.

Depuis des années des associations d'aide aux sans-logis (comme le DAL « Droit au Logement ») réclament en vain de l'Etat l'application du principe de « réquisition » pour mettre ces logements vacants au service des mal-logés. Parce que le droit au logement doit l'emporter sur le droit de propriété.

Par ailleurs, on sait par le livre « *A qui appartient la France ?* » écrit par deux journalistes ( D.Boulard et F.Piliu) que 11 millions de m2 du parc immobilier de l'Etat lui-même (bureaux, logements de fonction, casernes) sont vacants : de quoi loger des dizaines de milliers de foyers. La vérité, c'est qu'en France, il y a la possibilité de loger les sans-logis d'ici ET les réfugiés venus d'ailleurs. C'est une question de volonté politique.

## **LES RÉFUGIÉS FERONT-ILS CONCURRENCE AUX CHÔMEURS ?**

Ce n'est pas la bonne question ! C'est le patronat qui licencie et qui crée le chômage pour profiter de la concurrence entre ceux qui travaillent et les chômeurs, et entre chômeurs. Refuser d'accueillir les migrants ne résoudra pas la question du chômage qui n'a pas besoin des migrants pour s'aggraver : les patrons y pourvoient, justement.

Ce ne sont pas les emplois qui manquent, dans les hôpitaux, les écoles, les bureaux de poste, les transports, dans les ateliers où la charge de travail est de plus en plus insupportable. Mais, pour que tous ces emplois possibles deviennent réalité, il faudra nous serrer les coudes entre travailleurs et chômeurs au lieu de subir la concurrence que nous imposent les patrons.

Accueillir les migrants à bras ouverts, c'est déjà sortir du chacun pour soi. Un premier pas vers les luttes contre le patronat et les gouvernements qui répandent chômage, guerre et misère aux quatre coins du monde.

## **CHASSE AUX CHÔMEURS : C'EST PARTI !**

Alors que le nombre des chômeurs a encore augmenté de plus de 20 000 au mois d'août et que la durée moyenne du chômage s'allonge, le gouvernement vient de décider la généralisation du « contrôle » des chômeurs dans 3 régions, avant de l'étendre nationalement.

Officiellement, ce serait pour « *mieux accompagner les demandeurs d'emploi* ». Mais il ne prévoit toujours aucun moyen de « contrôler » le nombre d'emplois créés par les entreprises, en échange du « Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) » : 11,2 milliards en 2014, certainement 18,2 milliards pour cette année pour atteindre ensuite 20 milliards par an !

En fait, pour Hollande, il s'agit déjà de tenter de trafiquer les statistiques du chômage auxquelles il a fait mine de lier sa candidature à la prochaine présidentielle, en 2017.

### **MAIL POUR NOUS CONTACTER:**

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

### **LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)**

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique